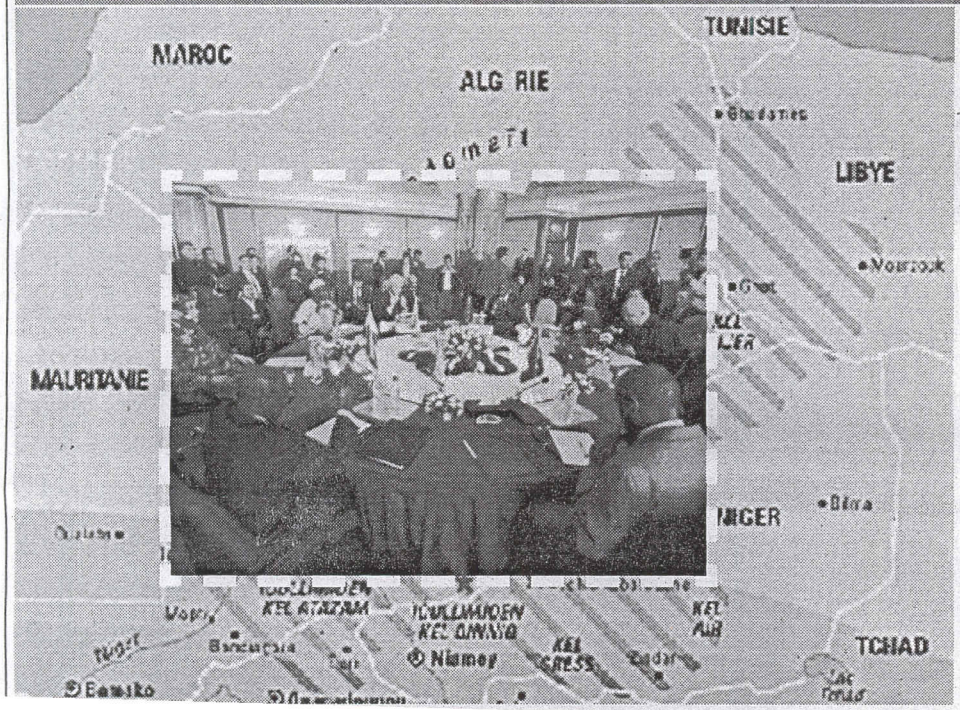

Lutte contre le terrorisme au Sahel:

Pourra-t-on bouter dehors l'AQMI?

LIRE PAGE 3

Lutte contre le terrorisme au Sahel:

Pourra-t-on bouter dehors l'AQMI?

Deux semaines après la conférence régionale sur le terrorisme, tenue le 16 mars à Alger par les ministres des Affaires étrangères des sept pays de la bande sahélo-saharienne (Algérie, Burkina Faso, Tchad, Libye, Mali, la Mauritanie et le Niger), c'est au tour des responsables des services de sécurité et de renseignement de ces mêmes pays de se rencontrer, dans la capitale algérienne pour à tenter d'aboutir à une meilleure coordination de leur action en matière de renseignement et d'échanges d'informations sur les groupes armés et de lutte contre le terrorisme et le crime organisé dans cette région.

La réunion qui s'est ouverte dimanche 4 avril 2010 à Alger et qui sera suivie dans les prochains jours d'une réunion des chefs d'état-major des armées des sept pays consacrée aux opérations militaires qui pourraient être menées sur le terrain, devait, dans l'immédiat, œuvrer à l'amélioration des relations du Mali avec la Mauritanie et l'Algérie, trois pays constituant le pivot de la stratégie de lutte globale contre l'insécurité dans la zone.

Une nouvelle page s'ouvre

Or, il y a quelques temps encore, Bamako n'arrivait pas à accorder les violons avec ses partenaires, la Mauritanie désapprouvant le choix de la capitale malienne pour abriter le prochain sommet sécuritaire sahélo-saharien, décidé par les ministres des Affaires étrangères de sept pays de la région lors de leur conférence en mars dernier à Alger. Une attitude qui trouvait ses origines dans la crise née de la libération, en février 2010, par le Mali de quatre islamistes, dont un Mauritanien, en échange de l'otage français Pierre Camatte, Nouakchott ayant vite fait de rappeler son ambassadeur à Bamako, suivie en cela par Alger.

Pourtant, le président malien Amadou Toumani Touré a tenu, plus d'une fois, des propos apaisants au sujet de ce différend entre son pays et la Mauritanie. Il avait surtout tenté, après une rencontre avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz, en marge du Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements du CILSS, tenu le 26 mars dernier à N'Djamena, de crever l'abcès et tourner la page en déclarant: «Le président Abdel Aziz et moi, nous nous sommes vus, je pense que ça s'est très bien passé. Le plus important pour lui, aussi bien pour moi, ce sont les relations séculaires et historiques entre nos deux pays. (...) Je vous avoue qu'il y a plus d'incompréhensions que de problèmes véritables. Le président Abdel Aziz et moi avons échangé sur un certain nombre de points. Je pense que ce qui est passé est passé. Chacun a son interprétation.»

Un optimiste quant à l'ouverture d'une nouvelle page de confiance entre le Mali et ses voisins, en particulier la Mauritanie et l'Algérie, sur le plan de la coopération sécuritaire qui sera exprimé à cette rencontre d'Alger, par nombre de participants lesquels ne s'empêcheront d'avancer un «Nous avons crevé l'abcès» et un «oui, nous espérons vraiment qu'il y aura un déclic», pour dire l'impérieuse nécessité d'instaurer une confiance totale entre les différents services de renseignement. Car, comme l'a révélé RFI qui a pu se procurer une copie du document de travail de la rencontre, «il faut des solutions transversales: un problème de sécurité dans l'un des pays de la zone et ce sont tous les autres pays qui doivent se mobiliser».

Cela est d'autant plus vrai que l'axe Bamako-Nouakchott-Alger devrait donc mieux fonctionner. Aussi, les sept pays présents à la rencontre d'Alger explorent-ils au moins deux pistes: la création d'un grand fichier où vont figurer groupes terroristes, bandes de criminels et trafiquants de tout poil à traquer dans la zone, ensuite la rapidité en matière de partage d'informations.

Faire déguerpir l'AQMI

L'on se souvient en effet, que d'il y a quelques mois, dès que les touristes espagnols enlevés en Mauritanie ont pris la direction du Mali, Bamako a été prévenu mais cela n'a rien donné.

Certes, les responsables maliens rétorqueront pour se défendre par un «c'est juste, nous avons été alertés, mais nous avons tout de suite autorisé les autorités mauritaniennes à utiliser le droit de poursuite même sur notre territoire, mais elles n'ont pas bougé».

Seulement, chacun a son interprétation et comme les groupes qui écument cette vaste zone sont très mobiles, très organisés et lourdement armés, sachant qu'ils ont trouvé dans le nord-Mali (pays à faible résistance), une terre d'accueil idéale pour leurs bases arrières à partir de laquelle ils peuvent mener des actions de terreur et se replier sans être inquiétés et des zones d'approvisionnement «non contrôlées et incontrôlables», il s'agit pour les pays de la bande sahélo-saharienne et partant pour les responsables de la sécurité réunis dans la capitale algérienne, d'aller de l'avant, «la main dans la main» et de dépasser leurs différends pour mieux coordonner leurs actions en matière de renseignement.

L'implantation d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique n'a-t-elle pas pris des proportions inquiétantes avec des prises d'otages de ressortissants étrangers qui lui servent de monnaie de change pour renflouer ses caisses?

Bien sûr que oui et c'est sans doute pour la faire déguerpir une fois pour toutes que la prochaine réunion des chefs d'état-major des armées des sept pays prévue à Alger dans les tous prochains jours, sera consacrée aux opérations militaires pouvant être menées sur le terrain.

Une lutte sans le Maroc ?

Restera à savoir si cette lutte contre le terrorisme au Sahel peut être réussie sans l'apport du Maroc qui n'a pas été invité, ni à la conférence régionale des ministres des Affaires étrangères d'Alger du 16 mars, ni à celle toujours à Alger des responsables des services de sécurité et de renseignement et, fort probablement la réunion à venir, encore à Alger des chefs d'état-major des armées.

Quoi qu'il en soit, Rabat qui avait exprimé, officiellement, «sa disponibilité à prendre part à cette réunion et à contribuer activement à son succès et avait saisi, dans ce sens, le pays hôte, l'Algérie», n'a pas cacher qu'elle «déplore la réaction négative des autorités algériennes et regrette cette attitude d'exclusion face à une menace pourtant commune et identifiée qui exige nécessairement une réponse concertée et collective au bénéfice de la consolidation de la paix et de la sécurité régionales et de la promotion du progrès et du développement dans toute la sous-région».

Mieux le Royaume chérifien qui est dont les frontières avec la Mauritanie et l'Algérie s'étendent le long du désert du Sahara, se dit «convaincu de la nécessité d'une démarche basée sur la conjugaison des efforts et la coordination des actions pour faire face aux défis sécuritaires régionaux, intimement liés à la paix et la stabilité de chacun des Etats de la région, avait exprimé, officiellement, sa disponibilité à prendre part à cette réunion et à contribuer activement à son succès et avait saisi, dans ce sens, le pays hôte, l'Algérie».

MOHAMED OULD KHATTATT